

## **REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)**

### **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre  
Z.A. ISOPARC  
6 place Antoine de Saint-Exupéry  
37 250 SORIGNY  
Tél : 02.47.34.29.00

---

### **ENTRETIEN COURANT DES ESPACES VERTS COMMUNAUTAIRES (relance lot 3)**

**2024-090**

---

Date et heure limite de réception des offres

Le 10 janvier 2025

A 12 heures 00 minutes

---

## SOMMAIRE

---

Article 1 : Objet et étendue de la consultation .....	3
<b>1.1. Objet de la consultation</b> .....	3
<b>1.2. Etendue de la consultation</b> .....	3
<b>1.3. Décomposition de la consultation</b> .....	3
<b>1.4. Forme de l'accord-cadre</b> .....	3
<b>1.5. Nomenclature communautaire</b> .....	3
Article 2 : Conditions de la consultation .....	3
<b>2.1. Durée du marché</b> .....	3
<b>2.2. Variantes et Prestations supplémentaires ou tranches optionnelles</b> .....	3
<b>2.3. Options</b> .....	3
2.3.1. Marchés de prestations complémentaires .....	3
2.3.2. Marchés de prestations similaires .....	4
<b>2.4. Délai de validité des offres</b> .....	4
<b>2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement</b> .....	4
<b>2.6. Forme juridique des candidats</b> .....	4
<b>2.7. Modification de détail au dossier de consultation</b> .....	4
<b>2.8. Visites</b> .....	4
<b>2.9. Heures d'insertion</b> .....	5
Article 3 : Contenu du dossier de consultation .....	5
Article 4 : Présentation des candidatures et des offres .....	5
Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres .....	7
<b>5.1. Conformité, notation des offres conformes</b> .....	7
<b>5.2. Offres anormalement basses</b> .....	7
<b>5.3. Choix de l'offre</b> .....	8
<b>5.4. Négociations</b> .....	9
Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	9
Article 7 : Renseignements complémentaires .....	10
Article 8 : Conclusion ou exécution du marché .....	10
Article 9 : Procédure de recours .....	10

## Article 1 : Objet et étendue de la consultation

### 1.1. Objet de la consultation

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

**Entretien courant des espaces verts communautaires**

**Lieu(x) d'exécution** : Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre

### 1.2. Etendue de la consultation

La présente consultation passée en appel d'offres ouvert est soumise aux dispositions de l'article L.2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

### 1.3. Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en lots :

Lot (s)	Désignation
3	Secteur Sud-Est (Saint-Branchs, Sainte-Catherine-de-Fierbois, Sorigny)

### 1.4. Forme de l'accord-cadre

Une partie des prestations (indiquées dans le BPU) pourra donner lieu à un accord-cadre sans minimum et avec un montant maximum de 17 500 € HT par an, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R.2162-6, R 2162-14 du Code de la commande publique.

### 1.5. Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale
77310000-6 – Réalisation et entretien d'espaces verts

## Article 2 : Conditions de la consultation

### 2.1. Durée du marché

Le marché est conclu à partir de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Il pourra être reconduit 3 fois par période successive d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 par tacite reconduction, sauf dénonciation par lettre recommandée trois mois avant le terme du marché.

La durée totale du marché ne pourra pas excéder 4 ans.

### 2.2. Variantes et Prestations supplémentaires ou tranches optionnelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.3. Options

#### 2.3.1. Marchés de prestations complémentaires

Dans le cadre du présent marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir dans les conditions du Code de la Commande Publique, lors de l'exécution du marché et selon ses besoins, à la procédure de marchés publics passés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de marchés complémentaires.

### **2.3.2. *Marchés de prestations similaires***

Dans le cadre du présent marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir dans les conditions du Code de la Commande Publique, lors de l'exécution du marché et selon ses besoins, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent marché public.

### **2.4. *Délai de validité des offres***

Le délai de validité des offres est fixé à **190 jours** à compter de la date limite de remise des offres, sauf prolongation éventuelle de cette durée que le candidat pourrait consentir à la demande du maître d'ouvrage.

### **2.5. *Mode de règlement du marché et modalités de financement***

Le mode de règlement du marché est le mandat administratif. Le délai global de paiement est le délai légal au jour de la notification du marché.

Le paiement sera effectué dans les conditions prévues dans le code de la commande publique.

### **2.6. *Forme juridique des candidats***

Le candidat pourra se présenter en opérateur économique unique ou en groupement d'opérateurs économiques. Un même opérateur économique ne peut participer à plusieurs offres quelle que soit sa qualité que ce soit, en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint. Quelle que soit la forme choisie par le groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire et représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement. Dans ce cas, l'acte d'engagement indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

### **2.7. *Modification de détail au dossier de consultation***

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **2.8. *Visites***

Sans objet.

## 2.9. Heures d'insertion

Pour promouvoir et combattre l'exclusion, la Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre souhaite faire appel à ses partenaires économiques que sont les entreprises qui répondent à des appels publics à la concurrence.

En application des articles L.2112-2 et R.2112-2 du Code la Commande Publique, il est demandé à l'entreprise retenue de proposer, pour l'exécution du lot 3, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette obligation est détaillée dans l'annexe 1 du CCAP.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler, dans leur offre, des réserves sur la clause obligatoire d'insertion. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

## Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les différents plans

Le dossier de consultation est remis gratuitement sur le site <https://webmarche.solaere.recia.fr>. Les candidats devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. De plus, aucune version papier ne sera délivrée par le pouvoir adjudicateur.

## Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres remises par les candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R2141-4, R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande Publique :**
  - Le **DUME** (Document Unique de Marché Européen) à compléter sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou les **formulaires DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) ;
  - Documents datant de moins de 6 mois, attestant que le candidat est à jour des obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de

l'Urssaf et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor Public ([Comment obtenir une attestation fiscale ou sociale](#)) ;

- Références de prestations similaires de moins de trois ans ;
- Certificats de qualifications professionnelles ;
- Attestations d'assurance RC et décennale.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

➤ **Pièces de l'offre :**

- **L'acte d'engagement (A.E.)** daté et signé par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être signataires du contrat (il est nécessaire d'indiquer dans cet acte d'engagement une adresse mail valide) et **son annexe** ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)** ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)** ;
- **Un mémoire technique** dûment établi par le candidat, comprendra les notices suivantes, présentées impérativement, dans cet ordre :

**A1 : Méthodologie d'intervention, d'organisation, et phasage des prestations (4 pages maximum)**

- Description des techniques envisagées pour la réalisation des différents travaux d'entretiens (tontes, tailles des haies, entretiens des massifs, etc.)
- Phasage et délai global : méthodologie et organisation envisagées dans le cadre du respect des prestations et du planning du marché (tonte, massif, haie, etc.)

**A2 : Les moyens humains et matériels affectés au chantier (4 pages maximum)**

- Moyens humains dédiés pour honorer le marché (partie forfaitaire et partie unitaires pour les prestations ponctuelles) avec fourniture d'un organigramme dédié mentionnant le cadre affecté au suivi technique du marché et en précisant ses références et son expérience
- Description des moyens matériels réservés aux équipes pour ce marché

**A3 : les mesures prises par le candidat pour prendre en compte les principes de gestion écologique et différenciée (4 pages maximum)**

- Description de la politique environnementale de l'entreprise. (Sensibilisation du personnel, moyens mis à la disposition du personnel pour conduire la politique écologique, etc.)
- Qualifications ou certifications de l'entreprise en lien avec l'environnement (Eco label, Qualipaysage, etc.)
- Méthodologie employée pour le recyclage des déchets verts résultant de l'entretien
- Les mesures prises par le candidat pour prendre en compte les principes de gestion écologique et différenciée
- Apports qui entrent en résonnance avec les principes écologiques actuels

#### **A4 : Mesure prévues pour la sécurisation des interventions (4 pages maximum)**

- Moyens et méthodologie proposés à Touraine Vallée de l'Indre pour assurer le suivi des interventions d'entretien et prouver que les prestations ont été réalisées afin de pouvoir produire la facturation mensuelle au réel
- L'entreprise devra fournir à Touraine Vallée de l'Indre des justificatifs attestant que le personnel en charge des travaux est spécifiquement qualifié et possède l'expérience nécessaire pour ces interventions
- Méthodologie envisagée pour s'assurer de la bonne tenue des conditions de sécurité pour les ouvriers (EPI, identification, etc.)
- Mesures prévues pour la sécurisation des interventions, notamment pour éviter de dégrader les biens situés à proximité des interventions (véhicules, bâtiments, etc.).

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours.

En cas de groupement, toutes les pièces de candidature devront être produites par chacun des membres du groupement.

### **Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

#### **5.1. Conformité, notation des offres conformes**

Le jugement des offres sera effectué selon les conditions prévues dans le Code de la Commande Publique.

L'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation sera effectué. Les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

#### **5.2. Offres anormalement basses**

Les offres de prix anormalement basses et qui, après analyse, ne s'avèreraient pas susceptibles de garantir l'exécution de la mission suivant les prescriptions du dossier et le niveau de qualité attendu seront écartées et ne seront pas considérées comme recevables.

Pour détecter les offres potentiellement basses, la méthode de calcul suivante sera appliquée lorsque le nombre d'offres sera au moins de 4 :

- Etape 1 : Calcul de la moyenne des offres conformes (M1),
- Etape 2 : Elimination des offres d'un montant supérieur à  $1,2 * M1$  (20 % au-dessus de M1) : considérées comme anormalement hautes,
- Etape 3 : Calcul de la moyenne des offres non éliminées (M2),
- Etape 4 : Les offres dont le montant est inférieur à  $0,90 * M2$  (10 % au-dessous de M2) sont identifiées comme potentiellement anormalement basses.

Après avoir identifié les offres susceptibles d'être anormalement basses, une demande d'explication sera adressée aux entreprises concernées.

Après examen attentif des informations fournies :

- Si les éléments fournis par le candidat sont convaincants, l'offre sera requalifiée de « normale » et incluse dans le processus d'analyse,
- Si les explications fournies ne permettent pas d'établir le caractère économiquement viable de l'offre, l'acheteur est tenu de la rejeter par décision motivée.

Les motifs du rejet des offres anormalement basses seront mentionnés dans le rapport de présentation de la procédure.

L'absence de réponse du soumissionnaire à la demande d'explications exclura de facto l'offre du candidat.

Lorsque le nombre d'offres sera moins de 4, les articles L. 2152-5, L. 2152-6 et R.2152-3 à -5 du Code de la Commande Publique pourront tout de même être appliqués en cas de suspicion d'offres anormalement basses.

### **5.3. Choix de l'offre**

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée économiquement la plus avantageuse en fonction des critères suivants :

Critères	Points
1-Prix des prestations	40
2-Valeur technique	60

L'attribution du marché sera celui ayant obtenu la meilleure note totale pondérée (1+2).

#### **1. Le prix des prestations**

Notation de l'offre sur 40 :

- Les 40 points sont attribués au prestataire proposant l'offre la moins chère (si son offre est conforme).
- Les autres offres seront notées proportionnellement aux écarts par rapport à l'offre la moins chère selon la formule suivante :  
$$(\text{Prix de l'offre la moins chère} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 40$$

Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées, le montant de ce prix sera rectifié pour le jugement de la consultation.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre ou à la mettre en cohérence ; en cas de refus son offre sera éliminée et jugée irrégulière.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

#### **2. La valeur technique :**

Notation de l'offre sur 60 :

Ce critère prend en compte les sous-critères suivants :

- Sous-critère n°1 : Méthodologie, organisation et phasage des prestations (20 points). Ce sous-critère est apprécié sur la base de la notice A1.
- Sous-critère n°2 : Les moyens humains et matériels (15 points). Ce sous-critère est apprécié sur la base de la notice A2.
- Sous-critère n°3 : La gestion écologique et différenciée (15 points). Ce sous-critère est apprécié sur la base de la notice A3.
- Sous-critère n°4 : La sécurisation des interventions (10 points). Ce sous-critère est apprécié sur la base de la notice A4.

**Le non-respect du formalisme imposé par le règlement de consultation entrainera automatiquement et forfaitairement une dégradation de 10 points sur la note finale.**



#### 5.4. Négociations

Sans objet.

### Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément aux articles R2132-7 et suivants du Code de la commande publique, le dossier contenant la candidature et l'offre du candidat sera transmis électroniquement sur le profil acheteur de la Communauté de communes à l'adresse URL suivante :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Un guide d'utilisation de la plateforme est mis à votre disposition sur le site : <https://webmarche.solaere.recia.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Les offres devront être déposées à l'adresse URL ci-dessus au plus tard le :

**10 janvier 2025 à 12h00 délai de rigueur**

Pour information :

- Les signataires par voie électronique sont autorisés à utiliser le certificat de signature de leur choix, sous réserve de sa conformité au Référentiel Général de Sécurité (RGS\*\*);
- Un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip ;
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.

**L'entreprise qui répond à un marché public par voie électronique peut aussi transmettre une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur une clé USB ou sur papier pour parer à toute éventualité de dysfonctionnement.**

La copie de sauvegarde est la copie de l'intégralité des données constituant la candidature et l'offre, transmise sur un autre support (CD-ROM, clé USB, support papier). Elle doit être transmise dans les mêmes conditions de forme et de délai que l'offre principale, faute de quoi elle sera rejetée.

L'intérêt de la copie de sauvegarde est qu'elle peut remplacer l'offre principale :

- lorsque cette dernière contient un virus et ne peut donc être ouverte par l'acheteur public,
- lorsque l'offre principale n'est pas parvenue dans les délais, par exemple pour des raisons d'aléas de transmission. **Ce cas ne vise pas l'arrivée hors délai de l'offre du fait de l'imprévoyance de l'entreprise candidate,**
- lorsque l'offre principale a été transmise mais ne peut pas être ouverte par l'acheteur public.

Le dépôt d'une copie de sauvegarde permet donc de parer à toute éventualité. Ce n'est toutefois jamais obligatoire.

Elle doit comporter la mention lisible de "copie de sauvegarde".

Si elle est ouverte à la place de l'offre principale, elle s'y substitue totalement. La copie de sauvegarde doit donc contenir tous les éléments requis et être signée comme l'offre principale.

## Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la préparation de leur offre, les candidats devront s'adresser à la Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre en priorité via le lien affiché sur l'avis concerné dans sa version internet en cliquant sur le pictogramme « Enveloppe » ou sur le lien « Correspondre avec l'Acheteur » (le lien renverra sur le profil acheteur de la Communauté de communes sur le site <https://webmarche.solaere.recia.fr>).

L'ensemble des réponses apportées sera répertorié sur l'espace du candidat, et une alerte leur sera envoyée sur l'adresse courriel enregistrée. L'attention des candidats est attirée sur le fait que leurs questions ne doivent pas révéler leur identité, ni leur positionnement technique ou compétitif. En effet la réglementation impose d'adresser le texte intégral de la question, avec la réponse, à tous les candidats.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier après identification.

## Article 8 : Conclusion ou exécution du marché

Il est précisé au candidat que toutes les correspondances de la Communauté de communes Touraine Vallée de l'Indre se feront par courriel conformément au à relatif à l'envoi d'une lettre recommandée par courrier électronique pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat, d'où la nécessité pour le candidat de le communiquer au plus tard au moment de la remise de leur offre.

Les échanges seront transmis par l'intermédiaire de la plateforme <https://webmarche.solaere.recia.fr>. Le candidat devra veiller à ce que ses filtres anti-spam ne bloquent pas les correspondances venant de ce site.

## Article 9 : Procédure de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Orléans  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 Orléans cedex 1  
Tél : 02 38 77 59 00  
Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Les voies et délais de recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée (article R.421-1 du Code de Justice Administrative - CJA).
- Référé avant la conclusion du contrat en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence (article L.551.1 du CJA)
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.